55e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 39 29 SEPTEMBRE 1938

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les " Revues "

SOMMAIRE

I. Talleyrand, Flahaut, de Morny : une descendance illégitime, et une hérédité curieuse. — Les idées politiques de Talleyrand. — II. La carrière de Flahaut. — III. L'éducation et l'arrivée aux affaires de Morny. — IV. La fin de Morny et de Flahaut. — V. Encore Hitler : son orientation d'esprit. Probabilités d'un conflit universel — VI. Les preuves de l'existence chez les abeilles d'un langage compliqué, exprimant non seulement des sentiments, mais des faits précis.

I

La figure de Talleyrand est une de celles qui attirent, encore aujourd'hui, le plus puissamment la curiosité des chercheurs, des érudits et des historiens. Cet homme qui fut évêque, cet homme qui renia les principes de sa foi et de sa tradition de famille, cet homme qui fut débauché, joueur, jouisseur, profiteur, traître à tous ceux qu'il servit, est demeuré une énigme. Son immense talent, son génie de diplomate et de manœuvrier politique, les aventures extraordinaires de sa longue vie, la portée considérable des événements auxquels il fut mêlé, sa participation de tout premier ordre à l'œuvre de la Révolution d'abord, de l'épopée impériale ensuite, de la Restauration, de la seconde Révolution (juillet 1830) enfin, imposent aux écrivains d'histoire le devoir de le connaître, de s'occuper de lui, de le juger, de lui faire en somme une place considérable dans leurs études et dans leurs réflexions. Il représente à merveille un monde finissant, toute la frivolité, toute l'élégance, toute la hauteur et l'impertinence aristocratique, toute la souplesse d'intelligence... et d'échine... de la partie gâtée de l'ancienne France, et sa présence dans les rangs des créateurs de la France nouvelle donne à notre histoire contemporaine on ne sait quel goût de faisandé, en jetant par dessus les grandes phrases des rhéteurs révolutionnaires l'ombre comique d'un sourire moqueur et pervers.

Dans la *Revue des Deux Mondes* des 15 juillet et 1er août, M. Emile Dard, historien averti et exact, fin et nuancé, a tenté de décrire les effets de l'hérédité « talleyrandienne » dans notre histoire du XIXe siècle. « On sait, dit-il, que Talleyrand, qui n'eut pas d'enfants légitimes, a possédé une descendance naturelle assez nombreuse. » C'est de cette descendance que M. Dard nous entretient sous le titre suivant : *Trois Générations. Talleyrand, Flahaut, Morny.*

Mais avant d'aborder son sujet, il signale au passage un autre fils naturel de Talleyrand, l'illustre peintre Eugène Delacroix, « dont les admirables dons d'artiste étaient unis à une haute et mélancolique intelligence. » Il est vrai que cette filiation n'est pas rigoureusement démontrée. Le père légal du peintre était Charles Delacroix, qui fut ministre des Relations extérieures avant Talleyrand, sous le Directoire. Mais on tient pour certain que ce personnage, en raison d'une infirmité grave, ne pouvait être le père réel. On croit que Talleyrand, avec cette rouerie et cette cynique dextérité qui étaient sa marque personnelle, lui prit à la fois sa femme et son portefeuille. Ce qui aggrave les soupçons à cet égard, c'est l'étonnante ressemblance que, du vivant même de Delacroix, on remarquait entre lui et le prince de Talleyrand, et surtout « cette pâleur d'une teinte jaunâtre et ce sourire bridé », qui étaient, chez l'un comme chez l'autre, si particuliers et si frappants. Depuis la mort du peintre, on a été en outre frappé de la ressemblance de son portrait peint par lui-même avec celui de Talleyrand par Ary Scheffer en 1828.

Mais s'il peut rester quelque doute sur la filiation de Delacroix, il n'y en a plus aucun sur celle de Flahaut et de Morny. Nul n'ignore que Flahaut était fils de Talleyrand et de Mme de Souza, et que Morny était celui de Flahaut et de la reine Hortense, donc le demi-frère adultérin de Napoléon III.

C'était du reste une chose fort connue, du temps de Talleyrand même. M. Dard a publié récemment une lettre du duc de Dalberg au célèbre diplomate, dans laquelle il l'assure de sa toute filiale affection et lui dit, en propres termes : « Je vous aime *à la Flahaut* sans avoir le même droit. »

Nous nous trouvons donc, avec certitude, en face de trois générations, le père, le fils et le petit-fils, qui tous trois ont joué un rôle public et important.

« Leur vie remplit un siècle d'histoire, écrit M. Dard, n'est-ce pas une aubaine pour le psychologue que de pouvoir mesurer les réactions de trois hommes du même sang à travers la vie ? N'est-ce pas une bonne occasion pour l'historien que de pouvoir suivre la fortune des mêmes idées politiques pendant trois générations ? »

Il faut noter toutefois que seule ici joue l'hérédité du sang, car ni Flahaut ni Morny n'ont connu les idées politiques de leur père et grand-père, dont le mystère n'a été que peu à peu découvert par l'histoire savante de notre temps. Ils ont été élevés, l'un et l'autre, par Mme de Souza, que la duchesse de Dino, nièce de Talleyrand et

confidente de sa pensée, depuis 1814, honorait d'une antipathie invincible.

« A son fils et à son petit-fils, Talleyrand s'est surtout révélé par la réputation de sagesse et d'habileté dont il a joui après 1830. Il survivait alors à bien des témoins gênants de sa vie. On ignorait ou l'on oubliait son immoralité, ses prévarications et ses trahisons. Il finissait sa vie en apothéose et en imposait même à ses ennemis. Il paraissait avoir réalisé les idées qui lui avaient servi de guide pendant sa longue vie, dans la retraite de sa pensée, sinon dans la fidélité de son cœur. »

C'est une chose bien curieuse que l'indépendance au moins partielle de l'intelligence d'un homme supérieur, par rapport à ses mœurs. Le cœur peut être gâté ; la puissance de raisonnement, — au moins dans le domaine des intérêts terrestres, — demeure intacte, jusqu'à un certain point. Faisons donc abstraction des égarements moraux de Talleyrand. Songeons à ses origines, à son cadre social. Il descendait d'une vieille famille féodale. Il faisait partie de l'élite de son siècle. A la veille de la Révolution, il appartenait à un groupe restreint de seigneurs que l'esprit nouveau avait alors détachés du passé : les Liancourt, les Biron, les Narbonne, les Choiseul-Gouffier. C'est dans ce milieu-là que naquit ce qu'on a appelé le *libéralisme*. Ce terme désigne une certaine disposition de l'esprit, une ouverture aux idées neuves, un désir de changement, — le changement étant qualifié *progrès*. — Mais sous cette apparente largeur, il n'y avait, au fond, qu'une immense ambition et le désir secret de se servir des influences nouvelles et de l'opinion, pour arriver au pouvoir.

On se scandalise souvent de voir toute une partie de la noblesse pactiser avec la Révolution. Une connaissance plus avertie de l'histoire ferait voir que cette attitude avait été presque toujours celle de certains nobles, depuis Hugues-Capet et même avant :

« Ces petits-fils des frondeurs portaient au cœur une rancune amère contre l'absolutisme royal, qui les avait dépouillés de leur prestige et asservis à des ministres bourgeois. Voltaire et Montesquieu leur avaient révélé l'Angleterre. Ils enviaient l'aristocratie anglaise qui gouvernait au nom du roi et rêvaient de l'imiter. Leur but dans la Révolution était de doter la France des institutions parlementaires de l'Angleterre, et ils y ont en somme réussi en 1815. Ces futurs *libéraux* n'avaient aucun souci de ce qu'on appela plus tard la démocratie. Jacques Bonhomme n'a paru, dans la Révolution, que pour faire les journées, puis mourir au feu. »

Ces hommes-là avaient, dès 1789, médité le coup d'Etat de 1830, c'est-à-dire la substitution de la branche d'Orléans à la branche aînée de la dynastie. Dès 1789, ils complotaient pour imposer Philippe d'Orléans à Louis XVI comme lieutenant-général du royaume, et ils rêvaient d'en faire un Régent, à la suite d'une abdication forcée du Roi. Ce fut bien pis en 1791, après Varenne. L'occasion leur parut belle de faire le coup du prince d'Orange à l'égard de son beau-père, Jacques II, en 1688. Mais le duc d'Orléans, Philippe-Egalité, n'était qu'un pauvre homme, sans talent et sans caractère. L'entreprise était vouée à l'échec. Les historiens ne l'ont pas prise au sérieux. Mais elle fut très importante à l'époque et poussée très loin. Talleyrand, Narbonne, Biron, y furent étroitement mêlés. L'Angleterre voyait ce complot d'un bon œil. Le duc d'Orléans se disait anglophile. L'argent anglais se joignit à sa fortune personnelle pour financer la Révolution. Danton, son ami Paré, Camille Desmoulins et bien d'autres fameux révolutionnaires ne furent, à leurs débuts, que des agents payés par l'Angleterre, qui jouait son jeu en se vengeant, par l'abaissement de la monarchie française, de ses déboires de la guerre d'Amérique et du traité de Versailles. N'oublions pas que la maçonnerie était d'origine anglaise, que les francs-maçons, mal vus à la cour de France, gardaient le culte des institutions soi-disant libres d'Angleterre, et que le grand-maître de la franc-maçonnerie française était justement le duc d'Orléans. Elle fut sans doute utilisée par la conjuration et favorisa les rapports avec Londres [1].

En résumé, les idées de Talleyrand, en politique intérieure, se ramènent à deux points : hostilité envers la monarchie absolue et par suite envers la branche dynastique qui l'incarne, — désir d'établir en France les institutions anglaises, avec deux Chambres, un ministère responsable, un roi impuissant, simple figurant de théâtre, mais ayant une sorte de valeur représentative.

Mirabeau voyait plus juste en voulant appuyer la vieille monarchie sur le peuple, en la transformant en démocratie, en renforçant de la sorte le pouvoir exécutif. En fait, Mirabeau fut écarté par la jalousie de ses rivaux d'abord, puis par une mort précoce. Les anglomanes avaient échoué devant la passion égalitaire qui rendait beaucoup de Français plus hostiles à la noblesse qu'à la monarchie. Le système de la Chambre unique se révéla désastreux. La monarchie fut emportée par le torrent. Mais le duc d'Orléans suivit sur l'échafaud égalitaire (6 nov. 1793) le cousin qu'il avait rêvé de supplanter. La maçonnerie fut supprimée ou déconcertée pour un temps. Talleyrand, toujours habile, avait réussi à se mettre à l'abri. Il quitta la France, toujours monarchiste et libéral.

En politique étrangère, ses idées étaient beaucoup plus solides et mieux étudiées. Il avait souvent et profondément médité sur la situation européenne et les intérêts de la France. Il voyait sa patrie plus peuplée, plus riche, plus centralisée que les autres nations de l'Europe. Il estimait que sa tranquillité était garantie par la présence, sur ses frontières, de puissances secondaires, ses clientes naturelles. Le maintien du *statu quo* lui apparaissait comme hautement désirable. Conquérir eût été s'affaiblir : de même que ce n'est pas ce qu'on mange qui profite, mais ce qu'on digère, ainsi ce ne sont pas les territoires annexés, mais ceux qui sont assimilés, qui fortifient une nation. La paix sur le continent, c'était pour la France la possibilité de développer son commerce et ses colonies, sans heurter l'Angleterre qu'un traité de commerce suffirait à satisfaire.

Sur tout cela, nous ne sommes pas livrés à des conjectures. Talleyrand, qui s'était prestement

[1] M. Emile Dard a élucidé ce point dans son ouvrage sur *Le Général Choderlos de Laclos* (Paris, Perrin), notamment dans le chapitre intitulé : *La Fronde en 1789.*

réfugié à Londres après le 10 août, adressait à Danton, le 29 novembre 1792, un Mémoire resté célèbre, où il expose toutes ses vues. Il ne devait plus en changer. Les Girondins avaient follement déclaré la guerre. Pour la motiver et la poursuivre, ils avaient fait appel à une sorte d'enthousiasme. Leur guerre était une guerre sainte, l'expression d'une religion nouvelle : la guerre des peuples contre les rois, un fanatisme en somme.

Mais l'ancien évêque était trop fin pour donner dans de pareilles billevesées.

Au milieu de l'ivresse révolutionnaire, il se prononce froidement contre les guerres idéologiques et déclare que « la France doit rester circonscrite dans ses propres limites. » Il admet seulement que la France doit poursuivre la conclusion d'accords commerciaux et militaires avec les petits Etats, ses voisins, afin d'étendre son influence exclusive jusqu'aux « *frontières naturelles* », c'est-à-dire jusqu'aux Alpes et au Rhin, dessein jamais nettement avoué, mais patiemment poursuivi, quoi qu'en ait dit récemment M. Zeller, depuis Henri IV, et que l'état de l'Allemagne permettait alors de réaliser.

Bref, aux idées de politique intérieure de Talleyrand : liberté politique, sous la forme du parlementarisme anglais, il faut joindre ces principes de politique étrangère : paix sur le continent, — accord avec l'Angleterre, — développement des colonies et du commerce, — extension progressive non pas de nos frontières, mais de notre influence jusqu'au Rhin.

Talleyrand, qui sous ses dehors aventureux était au fond un homme d'habitudes, ne devait plus varier jusqu'à sa mort. Sous le Directoire, il combat l'esprit de propagande. S'il admet l'extension jusqu'aux frontières naturelles, à la suite de la destruction des petits Etats qui nous en séparaient, il considère que c'est là « le terme des sacrifices exigés de la nation. »

S'il prête son concours à Bonaparte et à Napoléon empereur, c'est en désapprouvant ce qu'il y avait de démesuré dans ses ambitions. Il sait que l'Europe et surtout l'Angleterre n'accepteront jamais de nous concéder plus que les « frontières naturelles », que dès lors toutes les signatures seront sans force, tous les traités de paix sans valeur, que la France sera condamnée à la guerre perpétuelle, comme un brigand aux travaux forcés. Au fond de lui-même, il se sépare donc de l'empereur, quand il le voit pénétrer en Italie et annexer le Piémont, puis ceindre la couronne de fer.

Et il essaie de faire entendre raison à l'impérieux génie dont il s'est fait le serviteur et le mentor. A la veille d'Austerlitz, il lui adresse le 17 octobre 1805, un mémoire qui, dans sa pensée, est un ultimatum, et où il lui demande de séparer à jamais les couronnes de France et d'Italie. Son conseil rejeté, il condamne en son cœur l'homme qu'il a cependant poussé au suprême pouvoir. Il spécule sur sa mort ; il songe à le remplacer par Joseph, puis par Murat, qu'il dominerait. Après Tilsitt, il quitte le ministère. A Erfurt, il trahit.

A partir de 1809, il a partie liée avec les ennemis de la France et n'agit plus que d'accord avec Metternich, qui le trompera comme Stresemann devait tromper Briand.

Les contemporains ont totalement ignoré cette conduite criminelle. Napoléon croit le retenir en lui demandant encore ses conseils. C'est pourtant Talleyrand qui triomphe, au traité de Paris du 30 mai 1814, qui ramène la France à ses anciennes frontières, avec un gain notable de 636.000 âmes, lui rend la paix, son rang parmi les peuples, ses anciennes alliances, la monarchie avec une Charte à l'anglaise.

En réalité, Talleyrand aurait préféré aux Bourbons la régence de Marie-Louise avec Napoléon II, l'accord avec Metternich, et lui-même dirigeant le nouveau régime. C'eût été l'empire libéral, tel que son petit-fils, le duc de Morny, devait contribuer à le fonder.

Il n'aboutit pleinement qu'en 1830, car il trouve alors la monarchie libérale et pacifique qu'il a toujours rêvée.

« Ambassadeur à Londres, il sauve la paix, obtient la neutralité de la Belgique, d'accord avec l'Angleterre, sans cesser de penser que la France pourrait un jour s'étendre jusqu'au Rhin. Il se retire à son heure, comme un soleil couchant, honoré du Roi, menant un train fastueux, courtisé par la bonne société, admiré par les habiles comme par les naïfs, étonnant les romanciers, estimé des doctrinaires, acclamé par l'Institut, soigné par M^{me} de Dino, réconcilié avec l'Eglise, et même débarrassé, avant sa mort, de sa femme légitime [2] Telle est l'image que son fils Flahaut put garder de lui. »

II

La carrière de Talleyrand avait été, pour une grande part, la conséquence de l'accident de jeunesse qui lui avait laissé un pied bot. Sous le Consulat, il disait un jour à Hyde de Neuville : « Sans cette jambe, j'aurais probablement suivi la carrière militaire. Qui sait ? Je serais peut-être comme vous émigré, ou, comme vous, l'envoyé des Bourbons ! »

Son fils naturel, Charles de Flahaut, à quinze ans, brûlait d'être soldat. Il était né le 21 août 1785, et fut élevé par sa mère. Qui était celle-ci ? De son nom de jeune fille, Adélaïde Filleul, elle avait pour père légal un riche marchand de vins de Falaise, et pour mère une noble ruinée, Catherine de Longpré, qui passait pour avoir fréquenté le Parc-aux-Cerfs, ce qui permit de croire que la fille avait du sang royal des Bourbons dans les veines. Ce sang aurait été transmis par elle à Flahaut, puis à Morny par Flahaut. Pourtant, cette hypothèse, juste pour une sœur aînée d'Adélaïde, ne semble pas exacte pour elle. La mère de Flahaut était plutôt fille du financier Bouret. Dans une société où l'adultère est de règle, les hérédités sont difficiles à démêler.

Filleul étant mort, ruiné, en 1767, ou plutôt s'étant suicidé, et sa femme étant décédée peu après, Adélaïde fut élevée au couvent. Elle en garda un fond de rêves aimables, mais nulle croyance. Sa sœur aînée, celle qui était probablement une fille naturelle de Louis XV, était devenue comtesse de Marigny. Elle avait quitté son mari, en 1778, pour s'attacher au beau cardinal

[2] Le mot *légitime* est de M. Dard. Un évêque, même apostat et sécularisé, ne pouvait avoir de femme légitime.

de Rohan, et elle tenait salon à l'Abbaye-au-Bois. C'est chez elle qu'Adélaïde, orpheline et âgée de 18 ans, fit la connaissance du maréchal-de-camp Flahaut de la Billarderie, qui avait 30 ans de plus. C'était un homme de manières exquises, perclus de rhumatismes et tourmenté par la goutte. Il avait des protections en cour. Il avait l'humeur complaisante et n'était point disposé à faire souffrir une jeune femme avide de plaisirs. Il épousa Adélaïde, obtint une pension du Roi et un logement au Louvre, plus tard la succession de Buffon au Muséum, bien qu'il ignorât tout des sciences naturelles. Sa femme eut la joie d'avoir son salon à elle.

On y vit bientôt apparaître le jeune et brillant abbé Talleyrand de Périgord [3]. Elle avait à peine 20 ans, et lui à peine 30. Elle était mariée contre son gré, lui prêtre sans vocation : deux révoltés On devine la suite. Talleyrand mêlait la politique à l'amour. Il comptait sur Adélaïde pour le pousser au ministère. S'il n'avait pas la vocation de prêtre, il se sentait celle de diriger les grandes affaires de l'Etat.

Comme il n'arrivait pas assez vite par Madame de Flahaut, il la quitta pour Mme de Staël, la célèbre fille de Necker. Elle se vengea de lui avec le futur marquis de Lansdowne. La Révolution avait éclaté dans l'intervalle. Talleyrand avait apostasié ; Adélaïde émigra à Londres, après le 10 août 1792 ; Talleyrand s'y trouvait déjà, tandis que le vieux comte de Flahaut était arrêté, puis guillotiné à Arras.

Le jeune Flahaut, emporté par sa mère, eut une adolescence errante. S'il ne connut pas la misère, ce fut grâce aux attentions délicates et aux adresses admirables de celle qui veillait sur lui. De Londres, elle avait fui à Hambourg, puis en Suisse. Elle fut un temps la maîtresse du jeune duc d'Orléans, le futur Louis-Philippe, alors brouillé avec Mme de Genlis. Pour se faire des ressources, elle se mit à écrire. Son premier roman *Adèle de Senange*, un conte honnête à la Berquin, n'eut pas seulement un succès dans le public, il enthousiasma le baron de Souza, ministre de Portugal en Danemark, qui l'épousa et la sauva de la gêne. Il fut pour elle le meilleur des maris. Quant à elle, heureuse d'un aussi beau dénouement, elle poursuivit sa carrière littéraire, dans le genre chaste, qui contrastait si étrangement avec sa vie intime, et elle devint une romancière à la mode sous l'Empire.

Talleyrand trahissait souvent, mais il n'oubliait pas ses anciennes amies. Encore une fois, sous ses dehors légers et frivoles, c'était un homme d'habitudes et de tradition. A peine arrivé aux Relations extérieures, en 1798, il avait usé de son influence pour rouvrir la France à son ancienne maîtresse. Il s'occupa de son fils. Le jeune Charles jouait du piano chez lui. Dès le 23 septembre 1799, à l'âge de 14 ans, il lui obtenait un poste au dépôt général de la Marine. On pense bien qu'il ne négligea plus la carrière de ce fils aimé. Ce fut sans doute sur son inspiration que le jeune Charles, se vieillissant d'un an, adressa au Premier Consul cette lettre brûlante :

« Général, je n'ai que 16 ans, mais je suis fort. Je sais trois langues assez bien pour que, plusieurs fois, il ait été impossible de deviner, dans les différents pays, si j'étais Anglais, Allemand ou Français. Trop jeune pour être soldat, j'ose vous demander d'être votre aide de camp. Soyez sûr que je serai tué ou que j'aurai justifié votre choix à la fin de la campagne. Pour que vous croyiez à mon dévouement, j'invoquerai près de vous un exemple qui règlera ma vie entière. Mon père a été condamné à mort sous la Terreur. Après son jugement, ma mère obtint du geôlier de le laisser échapper de la prison. Le lendemain, mon père apprit qu'on avait arrêté son défenseur officieux, se rend à la Commune, disant qu'il ne veut pas qu'un innocent souffre pour lui, et il a péri deux heures après. Croyez-vous, général, qu'après un pareil exemple, je serai fidèle à l'honneur et à vous ? Salut et respect. »

Il est probable que le jeune Charles ignorait alors sa véritable filiation. Il l'apprit peu après Mais le 24 mars 1800 il s'engageait dans le corps des hussards volontaires, surnommés les *Canaris*, qui servaient d'escorte à Bonaparte. Pour devenir brigadier, puis sous-lieutenant, il passe au 5e dragons, où Murat le prend pour aide de camp. Cela suffit à le classer. Il est lieutenant en 1803, capitaine en 1806, chef d'escadron en 1808. C'est lui qui commande à Friedland, le 14 juin 1807, la charge du 13e chasseurs et l'Empereur le décore. Après Tilsitt, il passe au service de Berthier pour remplacer un neveu de Talleyrand, Louis de Périgord, brillant officier, mort à Berlin. Flahaut fait la campagne d'Espagne en 1808, celle d'Autriche en 1809. Il est plus tard de celle de Russie, dont il réchappe et d'où il revient général. Enfin, à 28 ans, le 26 janvier 1813, il devient aide de camp de l'Empereur. En somme, une belle carrière d'Etat-Major. On le lui a parfois reproché, mais nul n'a jamais contesté sa bravoure. Talleyrand a dû l'envier plus d'une fois. Ce qui est sûr, c'est qu'il l'a aimé, bien qu'il fût fatigué de sa mère, qu'il l'a encouragé, protégé, aidé de son argent. De son côté, sa mère, la romancière prude et adroite, veillait sur son avenir mondain, en partant de ce principe qui l'avait guidée elle-même, que la galanterie bien conduite mène à tout.

« Voici qu'un soir, aux Tuileries, Hortense de Beauharnais, mariée à Louis Bonaparte, jeune mère de 20 ans, déjà malheureuse, oublie ses chagrins en dansant, car elle danse délicieusement. On monte sur les chaises pour la contempler. Le lieutenant de Flahaut, qui n'a que 19 ans, dans son enthousiasme, applaudit. Hortense se plaint à sa mère de cette inconvenance. Le lendemain, la mère et le fils viennent faire des excuses. Plainte opportune, excuses bienvenues. »

Nous connaissons par Hortense elle-même, dans ses *Mémoires*, les péripéties de cette passion naissante. Elle nous assure que ce fut sa faute unique, qu'expliquent ses malheurs conjugaux. C'est l'éternelle histoire du besoin de « consolation ». Rien n'empêche de la croire, car elle a été une grande calomniée. Mais nous possédons, d'autre part, les lettres de Charles et de sa mère. Nous sommes sûrs que, de ce côté-là, il y a eu moins de naïveté, moins de sincérité, beaucoup plus de calcul. Fils d'une romancière, Charles, en vrai Talleyrand, sait mêler l'intrigue à la passion. Ses ivresses sont calculées. L'intérêt ne perd jamais ses droits dans son cœur. Il est léger, il est peu

[3] M. Dard dit *l'évêque d'Autun*, mais Talleyrand n'était pas encore évêque : il ne le devint qu'en 1788 ; il était Agent général du Clergé de France.

fidèle, mais il est toujours pratique. Hortense a des raisons d'être jalouse, mais cela ne fait que décupler son amour. Flahaut s'éprend d'une Polonaise, puis il cède au caprice impérieux de Caroline Murat, — une Bonaparte, comme on sait, — plus tard il s'enflamme pour une seconde Polonaise. Pendant tout ce temps, il prétend demeurer le chevalier discret de sa Reine malheureuse.

On arrive à l'été de 1810. Joséphine, qui vient d'être répudiée, passe la saison à Aix-les-Bains, avec sa fille Hortense, enfin séparée de Louis de Hollande, qu'elle n'a jamais aimé. Toutes deux sont pleines de colère. Survient Flahaut, avec un congé d'un mois, comme par hasard. Hortense n'oubliera jamais « ce mois passé si doucement », qu'elle regardera comme « le plus heureux de sa vie. »

Flahaut passe à Paris l'hiver de 1810 et se montre habituellement dans le salon d'Hortense distrait parfois cependant par sa comtesse polonaise, qu'il rencontre chez Talleyrand. En septembre suivant, Hortense, qui a fui la capitale pour accoucher clandestinement, met au monde, à Saint-Maurice en Valais, un fils qu'elle fait déclarer, le 21 octobre seulement, à Paris, sous le nom d'un père d'emprunt. C'est la grand'mère, Mme de Souza, qui se charge du jeune Auguste Demorny, et le met en nourrice à la campagne.

On a vu que Talleyrand, dès lors, trahissait l'Empereur. Mais il n'avait mis aucun des siens dans son secret. Flahaut n'en sut jamais rien. Pourtant, il n'est pas douteux qu'il n'ait servi l'empereur, comme Caulaincourt, que par point d'honneur, nullement par affection réelle. Sa conduite toutefois n'a pu être attaquée. Général de division, après Leipzig, il ne quitta pas l'Empereur durant la campagne de France. Napoléon comptait si bien sur lui qu'il songea, après son abdication, à l'envoyer prendre possession de l'île d'Elbe avant son arrivée. Mais Flahaut ne partit pas pour l'île. Comme il demandait à l'Empereur ses ordres, Napoléon lui souhaita d'être heureux. Cinq jours plus tard, le 16 avril 1814, il faisait sa soumission au gouvernement provisoire. Le 26 août, sa mère écrivait à son sujet : « Néné est philosophe... ; il fait sa cour une fois par mois, c'est-à-dire qu'il se met, comme les autres généraux, sur le passage du Roi. »

Survient l'aventure des Cent-Jours. Flahaut, resté en non-activité, redevient, le 20 mars 1815, aide de camp de l'empereur, qui l'envoie à Vienne, dans l'espoir sans doute de gagner son père, Talleyrand, qui était au Congrès. Mais il ne peut dépasser Stuttgart. Un peu plus tard, Flahaut est fait pair de France et chargé du personnel militaire. Il prend part à la bataille de Waterloo et y montre le froid courage qui est le sien. Il défend l'Empereur jusqu'au bout. Mais cette fois encore, il évite de le suivre en exil.

Il aurait pu craindre les suites de la seconde Restauration, sans la protection avisée de son père. Il ne fut pas compris dans l'Ordonnance du 24 juillet. Talleyrand lui fournit un passeport pour Aix-en-Savoie, où il rejoignit l'ex-reine Hortense, devenue duchesse de Saint-Leu. Elle assure qu'il voulait « lui consacrer sa vie », et qu'il l'aurait volontiers épousée, au cas où elle aurait obtenu l'annulation de son premier mariage. Mais bientôt, sur l'ordre de la police, il dut passer en Suisse. En son absence, Hortense ouvrit une lettre arrivée à son adresse. Elle était d'une comédienne, Mlle Mars. Tombant de son haut, elle eut une syncope et fit une maladie. Flahaut avertit sa mère de ce fâcheux « contretemps ». De fait, il reçoit bientôt une lettre de rupture. Puis Hortense semble revenir. Mais c'est Flahaut qui, en habile diplomate, lui arrache adroitement le conseil de se marier. Et il trouve le moyen, en dépit de mille obstacles, d'épouser la fille unique de l'amiral anglais Keith, qui, moins d'un an auparavant, avait, à Plymouth, embarqué Napoléon pour Sainte-Hélène. Le mariage, très combattu par la famille de la jeune fille, et longtemps retardé, fut célébré dans le secret, à Edimbourg, le 15 juin 1817.

« Je mettrai, écrit alors Flahaut, tous mes soins à prouver que mon pays, quoiqu'il ne soit pas connu pour cela, peut aussi produire de bons maris. » De fait, il réussit à gagner son beau-père. Et sa femme lui donne cinq filles, au grand désespoir de Mme de Souza, qui aurait tant désiré un héritier mâle pour recueillir la pairie et les terres de Keith !

Après 1820, Flahaut obtint de faire quelques séjours en France. Il y amena sa femme et ses filles et put s'occuper de son fils Auguste Demorny, que l'on écrira de Morny.

La Révolution de 1830 amène pour Talleyrand et son fils de nouveaux espoirs. Flahaut est rappelé en France, réintégré dans son grade, créé pair de France, reçu aux Tuileries. Louis-Philippe devait bien cela à Mme de Souza, qu'il avait connue de si près dans sa jeunesse.

Flahaut, infatué de ses hautes relations dans la société anglaise, songeait, paraît-il, à la succession de son père comme ambassadeur à Londres. Inutile de dire que Talleyrand prit fort mal la chose. La duchesse de Dino en profita pour se brouiller avec Mme de Flahaut.

En fait, Sébastiani, ministre des Affaires étrangères, se servit de Flahaut pour tendre des pièges à Talleyrand. Celui-ci était trop fin pour se laisser démonter. Il réussit à faire nommer Flahaut ambassadeur à Berlin, où il se rendit en mai 1831. Le goût prononcé qu'il marquait pour la Pologne, — et qui lui venait sans doute des Polonaises, — l'empêcha d'obtenir le moindre crédit. Quand Varsovie révoltée capitula, en septembre 1831, il quitta Berlin. Renonçant à la carrière diplomatique, au moins pour un temps, il se fit remarquer par sa belle allure au siège d'Anvers. Ce furent ses dernières armes. Le 26 juillet 1835, comme il accompagnait le roi, il eut son cheval tué sous lui dans l'attentat de Fieschi. En 1837, le duc d'Orléans qui l'avait pris en affection se l'attacha en qualité de premier écuyer. Il partageait son temps entre Paris et ses propriétés d'Ecosse, ne parlant que rarement à la Chambre des pairs, mais votant toujours dans le sens libéral, qui était celui de son père et des libéraux anglais.

Toutefois, il s'occupait activement de son fils, en qui il retrouvait le sang-froid, l'esprit clair, les nobles manières, l'habileté pratique qu'il avait hérités lui-même de Talleyrand.

L'origine maternelle de ce fils était soigneusement cachée. M. de Souza, qui aimait beaucoup cet enfant, l'ignora toujours. Il n'y avait qu'un très petit nombre d'initiés discrets ; à peine laissait-on entendre qu'il était un fils naturel de M. de Flahaut. Mais l'honneur d'une reine malheureuse fut toujours respecté. Mme de Souza se faisait appeler par cet enfant du mystère « bonne mère ». Elle l'élevait avec la même tendresse que son fils. Mais que faire de lui ? Selon les usages de l'Ancien Régime, on songea à la prêtrise.

« Le petit Auguste, écrivait la grand'mère, a beaucoup d'esprit naturel. En tout la nature l'a bien doué, mais je ne lui vois pas de dispositions pour entrer dans la Compagnie de Jésus, et c'est cependant la seule route ouverte aujourd'hui. »

Cinquante ans plus tôt, on ne lui aurait pas demandé son avis. Et il y aurait eu un R. P. de Morny, come il y avait eu un abbé de Talleyrand-Périgord. Comme dit M. Dard, « c'eût été trop ». En vraie romancière, Mme de Souza pensa alors à lui acheter une petite ferme et à lui faire épouser, comme elle dit, « quelque dindonnière convenablement munie d'espèces ». Flahaut, de son côté, voulait en faire un mathématicien. Mais le sang parla. Le jeune Auguste, merveilleusement intelligent, avec une jolie figure et d'élégantes manières, voulait, comme nous disons, « vivre sa vie ».

III

Suivons donc ce petit-fils de Talleyrand, promis à une si éclatante carrière. Il paraît que Talleyrand avait prévu son brillant avenir. Selon le docteur Véron, il aurait dit un jour : « Avez-vous vu ce petit bonhomme qui sort d'ici et que M. Flahaut tenait par la main ? On l'avait amené pour me rendre visite. Eh bien ! il est d'une intelligence inouïe. Plus tard, il se jouera des hommes. Il fera, il sera ce qu'il voudra : tenez, il sera ministre. »

A la fin de juin 1829, Flahaut avait amené son fils à Aix-la-Chapelle pour y voir sa mère. La reine Hortense était trop sensible pour oublier. Elle servait une « petite rente » pour l'éducation de son fils. Celui-ci pourtant n'apprit que très tard le mystère de sa naissance, et probablement pas avant que la Révolution de 1848 n'eût amené le prince Louis-Napoléon Bonaparte au pouvoir : il avait alors 38 ans !

Il n'avait pas attendu ce temps pour se faire remarquer. Flahaut l'avait emmené dans ses terres de Keith en Ecosse. Il avait fait impression partout par la distinction de ses manières, qui rappelait celle de Talleyrand. Dès lors, on l'appelle « le comte de Morny ».

En 1830, il entre dans l'armée, est nommé sous-lieutenant à l'Ecole de Cavalerie. A vrai dire, il s'occupe peu d'études militaires. Il dévore tous les livres de la Bibliothèque de l'Ecole d'application de Fontainebleau. Sa grand'mère dit un jour à Sainte-Beuve à son sujet ces paroles étonnantes :

« Vous voyez bien ce jeune homme dont l'avenir me préoccupe et m'intéresse. Quels livres croyez-vous qu'il choisisse pour ses lectures ? Vous pensez qu'il lit des romans, des poésies légères, des mémoires agréables, des contes de Voltaire ? A tout cela, il préfère des livres de métaphysique, de théologie. Et savez-vous la raison qu'il m'en donne ? « *J'étudie d'abord les livres de religion*, dit-il, *parce que je veux tout de suite couler à fond cette question-là.* »

Que de réflexions il y aurait à faire sur cette incroyable prétention du jeune homme ! Il y a bien des manières de perdre la foi. La griserie des sens est l'une des plus fréquentes. Mais le jeune de Morny craint un retour offensif des croyances religieuses, aux heures de dégrisement et de dégoût. Il a une rouerie digne de son grand-père. Il entend « couler à fond », tout de suite, *cette question-là,* comme s'il ne s'agissait pas de lui-même, de son éternité, comme si le joug lui pesait avant de l'avoir porté sérieusement. A lui, la vie joyeuse, la volupté, la débauche élégante, le luxe, les succès féminins ! Vanité des vanités ! Sa grand'mère écrit, dans le même temps, à un autre ami : « Auguste me paraît fort occupé des femmes. » Et ceci explique cela !

Sa carrière militaire, favorisée de hautes protections, se passe en aventures galantes, en congés pour raisons de santé. Il ne fait que deux campagnes fort courtes : en 1835, Mascara, — en 1836, Constantine. Il est mal vu de ses chefs. Un rapport au ministre conclut :

« Cet officier, qui est éloigné de son régiment depuis 20 mois, avait été proposé pour être mis en non-activité à titre d'infirmité temporaire. Mais la gravité de ses infirmités ayant été contestée par le Conseil de santé des armées, il a continué à rester à Paris, en vertu de congés et de prolongations, qui lui ont été successivement accordées jusqu'au 22 mai 1838. M. le général Pajol a fait connaître, à l'occasion de la dernière prolongation de congé délivrée à M. de Morny, que sa longue absence produisait le plus fâcheux effet parmi les officiers du 1er régiment de lanciers. Cet officier a été noté à la dernière inspection comme étant d'une faible santé et dégoûté du service. »

Notons bien qu'il ne s'agit nullement de mettre en doute la bravoure personnelle de Morny. Il en donna des preuves à Mascara et à Constantine. Mais il trouvait l'avancement trop lent. Il lui fallait de l'argent. Sous Louis-Philippe, la primauté sociale n'est plus au militaire, comme sous l'empire, mais au politicien et à l'industriel. Morny démissionne, le 4 juin 1838. Il est connu comme « un lion des boulevards » . Il joue, il fait des dettes que son père paie en maugréant .Il partage les plaisirs des princes d'Orléans, auxquels il reste lié. Il lance des modes de gilets ou de coiffures, il monte en courses. Il a la bonne fortune de conquérir les faveurs de la comtesse Le Hon, amie de la reine Hortense, et fille d'un riche banquier d'Anvers. Elle avait épousé l'ambassadeur de Belgique en France, et on l'appelait « l'ambassadrice aux cheveux d'or ». On assure que Morny la disputa au duc d'Orléans en personne. Ce qui est certain, c'est qu'elle le poussa, l'encouragea, l'aida financièrement. Elle pouvait dire plus tard : « Je l'ai pris lieutenant et je l'ai laissé ministre. »

Il se lança dans la politique et la spéculation. C'est lui qui fit construire la sucrerie Bourdon, près de Clermont-Ferrand. Il acquit une partie des actions du *Constitutionnel*, dirigé par Véron

Le 12 juillet 1842, il était élu député du Puy-de Dôme. On le trouva orateur médiocre, mais clair sans emphase, libéral de tendances, préconisant une politique d'affaires, une politique *réaliste*. Il est tout à fait de son temps. Son libéralisme politique se double de libéralisme économique. Comme dit M. Dard : « Il avait autant d'ordre dans l'esprit que de désordre dans les mœurs. » Sa grand'mère, Mme de Souza, était morte en 1836, sa mère, la reine Hortense, en 1837. Ce fut alors que le prince Louis-Napoléon apprit l'existence de Morny et sa filiation véritable. Il en fut violemment ému et en conçut, contre sa mère, un si vif ressentiment qu'il vendit la villa d'Arenenberg, qu'elle aimait tant. Il n'eut pourtant aucun rapport avec le demi-frère qu'il venait de découvrir. Morny demeura fervent orléaniste et en grande faveur aux Tuileries. Le 17 mai 1838, Talleyrand meurt à son tour. Et l'on assure que Flahaut assista à ses derniers moments, bien que, par décence, les journaux ne l'aient point nommé.

En 1841, Flahaut fut nommé ambassadeur à Vienne, où il arriva le 18 novembre. Metternich l'avait souvent rencontré jadis. Il le reçut en ami. Le célèbre archiduc Charles, le plus grand homme de guerre de l'Autriche, le traita en vieux soldat. Flahaut avait pour lui le prestige incomparable d'ancien aide de camp de Napoléon Et Flahaut lui faisait adroitement sa cour en lui citant des appréciations élogieuses de l'empereur sur son adversaire d'alors.

Il écrivait : « Quelque pénible que doive être le souvenir de l'époque à laquelle se rapportent mes services, il m'est démontré que, loin d'être un inconvénient, c'est un avantage d'y avoir appartenu et que l'uniforme d'un vieux soldat est ici un moyen de succès. »

A 30 ans d'intervalle, l'épopée napoléonienne exerçait une sorte de fascination sur l'Europe entière.

Flahaut resta sept ans à Vienne. Il y représenta brillamment et utilement la France. Il réconcilia pleinement Metternich avec la monarchie de juillet. Le Chancelier d'Autriche retrouvait en Guizot ses propres idées et écrivait : « M. Guizot ne reconnaît en Europe qu'une affaire, qui est la même pour tout le monde : réprimer l'esprit anarchique et pour cela maintenir la paix. Telle est aussi ma conviction. » Guizot, de son côté, était ravi, comme Louis-Philippe, d'avoir trouvé pour Vienne, alors capitale d'une des premières puissances d'Europe, un si bon interprète de sa pensée politique.

L'une des préoccupations de Flahaut était la surveillance des légitimistes, dont une partie résidait à Frohsdorff, en Autriche, notamment le duc et la duchesse d'Angoulême et le jeune duc de Bordeaux, futur comte de Chambord. Il ne se doutait pas que le danger était ailleurs. Survient l'orage de 1848. Louis-Philippe, qui n'a rien prévu, est détrôné, Guizot en fuite, Metternich lui-même viendra bientôt le retrouver à Bruxelles. Flahaut démissionne, est mis à la retraite, le 8 juin 1848, et il retourne vivre en Angleterre.

Morny, plus mêlé au peuple par ses affaires et son industrie, avait en vain averti Guizot, de Tocqueville, le Roi lui-même. « On le prenait pour un dandy, mais les hommes de plaisir voient quelquefois plus juste que les doctrinaires et les infatués... Il assistait avec désespoir aux événements, restait dévoué aux Orléans, demeurant un monarchiste libéral comme son père, comme Talleyrand l'avait été, toute sa vie, dans le secret de sa pensée. »

Le moment approche où il va entrer sur le devant de la scène. On a dit que ce ne fut qu'en 1848 qu'il connut, sans doute par son père Flahaut, le secret de sa naissance. Le Prince-président venait de triompher aux élections. La France se retrouvait napoléonienne. La crainte du socialisme, les menaces contre l'ordre et la propriété retournaient les libéraux et leur faisaient désirer l'emploi de la force. Flahaut et Morny furent des premiers à opérer cette volte-face. Avec l'accession au pouvoir d'un Napoléon, ils avaient, l'un et l'autre, intérêt à saluer le soleil levant. Pour le fils, la position était moins délicate que pour le père. Celui-ci devait être considéré comme le séducteur dont le fils légitime n'aime pas à se rappeler le souvenir. Il ne fut reçu à l'Elysée que le 30 octobre 1849, très bien du reste. Morny, lui, avait été amené au Prince par Waleswski dès les premiers temps qui avaient suivi son élection du 10 décembre 1848 Pourtant, le père comme le fils demeurent orléanistes. « C'est l'impuissance de l'Assemblée, ce sont les divisions des royalistes devant la redoutable menace du socialisme qu'ils exécraient. qui amenèrent Flahaut et son fils à préparer le coup d'Etat. »

Dès le mois de mai 1849, Morny avait réussi à gagner la pleine confiance du Président. Il le voyait tous les jours et causait de tout avec lui. Son parti est pris dès cette époque. Il voit loin dans les événements. C'est lui qui pousse le Président. Et il se sent, envers lui, des devoirs particuliers. « Puis-je décemment, écrit-il, le planter là dans un moment critique ? Cela est impossible. » Et encore : « Croyez-moi, si vous voyiez un socialiste près de vous, vous n'hésiteriez pas à lui préférer un Cosaque. Mon patriotisme s'arrête là... Il n'y a que l'Empire qui pourrait nous sauver..., mais le Président a des scrupules de probité. »

Lui, Morny, n'avait point de scrupules. Il les avait liquidés de bonne heure, à la Talleyrand, en même temps que la métaphysique et la religion !

Aux élections du 13 mai 1849, il avait été réélu, dans le Puy-de-Dôme. Il avait craint les progrès du socialisme. Il n'y eut que 180 députés de ce parti sur 700, à la Législative. « A dater de ce jour, écrit Morny, je devins l'intermédiaire entre le parti modéré de l'Assemblée et le Président. » Et il s'attacha à triompher des scrupules de ce dernier.

Peu après, il partait pour Londres, pour communiquer ses desseins à son père. Flahaut le mène chez la princesse de Lieven, puis chez Metternich. Lui-même consent à venir à Paris, à rendre visite au Président. Il est gagné par les arguments de son fils. Il abandonne, lui aussi les Orléans discrédités, pour se rallier à l'Empire. Par Morny, il donne ses conseils. Morny et lui se méfient des hommes nouveaux de l'entou-

rage du Prince, surtout de Persigny, violent et sans expérience. Louis-Napoléon les étonne l'un et l'autre par sa probité politique, par sa fidélité au serment prêté à la Constitution, par la sincérité de ses convictions démocratiques. Morny alors se fait pressant. Il démontre qu'aucune solution légale n'est possible, que l'on aboutit à une impasse : si l'Assemblée l'emporte, c'est l'anarchie. Il faut donc que le Prince prenne les devants, puisque visiblement il a pour lui le vœu de la nation qui ne veut pas sombrer dans le désordre On devine, sur un tel thème, la force insinuante de sa souple dialectique. Jamais casuiste n'eut si beau jeu !

Et en effet il l'emporte. Flahaut, venu plusieurs fois à Paris, mais bien décidé à n'accepter aucun emploi, aussi longtemps que l'on sera en République, revient dans la capitale, le 6 novembre 1851, pour prendre part, avec son fils, au complot, qui a été décidé dans le cours de l'été.

Avec Morny, Saint-Arnaud, Persigny, Maupas et Mocquard, il est dans le secret. Mais, à la différence de Talleyrand, qui avait préparé le 18 brumaire, mais était resté en dehors de l'exécution et n'était venu à Saint-Cloud qu'en « amateur », c'est-à-dire en observateur indifférent, Morny s'est fait donner le rôle principal. Il a demandé le portefeuille de l'Intérieur, ce qui lui confère toute la responsabilité. Il a son plan bien réfléchi, bien médité, bien arrêté. Il sait que les modérés de l'Assemblée n'accepteront jamais l'Empire : rien à faire pour les convertir. Il en conclut qu'il faut un coup de force. Ce ne sera pas le 18 brumaire, où l'on tenta d'arracher aux Chambres une légalisation du Coup d'Etat : Morny se souvient que cette tentative faillit tourner mal, il ne veut pas retomber dans la même erreur. Donc pas de discussion avec l'Assemblée. Tout de suite, il va procéder à un coup de force Mais il lui faut de l'élégance dans l'opération, nulle brutalité, nulle violence.

« Il faut, avait-il déclaré au Conseil, que le coup d'Etat s'accomplisse sans qu'on ait arraché un cheveu à personne, sans une égratignure. C'est même tout ce qui m'a fait préférer le coup d'Etat à un conflit, à une lutte... »

« Il y allait, écrit M. Dard, « avec joie », comme à « une mission agréable », comptant sur « son inaltérable sang-froid » et sa volonté d'aller « droit au but ».

Et pourtant il s'illusionnait, il sous-estimait les résistances. Il y aurait des exécutions inévitables, il y aurait des proscriptions, et tout cela empoisonnerait l'existence de l'Empire issu du coup d'Etat.

Flahaut avait alors 66 ans. Dans la nuit du 2 décembre, il reçut un billet de Louis-Napoléon, l'invitant à se rendre à cheval à l'Elysée, à 8 heures du matin. Il vint en effet, après avoir accompagné son fils au ministère de l'Intérieur. Puis, avec le roi Jérôme, le général de Saint-Arnaud, Excelmans, le prince Murat, Edgar Ney et de nombreux officiers, il escorta Louis-Napoléon de l'Elysée aux Tuileries, avec retour à l'Elysée.

Quant à Morny, il a tout dirigé avec dextérité et fermeté. Flahaut écrit le lendemain à sa femme : « Auguste a été héroïque ; il n'est pas possible d'avoir montré plus de courage, de fermeté, de bon sens, de calme, de bonne humeur, d'urbanité et de tact dans ces circonstances ; et en même temps si simple et si modeste. Ceux qui l'aiment peuvent être fiers de lui ».

Mais, préoccupé de la santé d'une de ses filles, il n'accepte aucune place . Il se borne à faire partie du Conseil qui assiste le Président jusqu'au plébiscite fixé au 21 décembre 1851. Il trouve la société parisienne profondément divisée, « le club de l'Union aussi hostile que possible ; le Jocquey plus présidentiel » ; il continue à admirer son fils, il lui trouve un « esprit supérieur », il le vante de débarrasser Paris et la France des « bandits et coquins » ; il blâme la famille d'Orléans, à laquelle il restait fort attaché, de prendre violemment position contre le régime nouveau. Il s'efforce pour sa part, de faire admettre le coup d'Etat par l'Angleterre, et, dès son retour à Londres, il y réussit.

Mais Morny ne tarde pas à quitter le pouvoir, plus ou moins volontairement. Il est jalousé horriblement par les amis du Prince, notamment par Persigny. Sa hauteur à la Talleyrand les rebute. On l'accuse de vouloir soustraire ses anciens amis, les orléanistes, à l'arrestation ou à l'exil. Et puis, il commet des imprudences probablement volontaires. Au lieu de continuer à cacher le mystère de sa naissance, il l'affiche. C'est alors qu'il prend pour armes une fleur d'*hortensia* épanouie. Cette indiscrète allusion à sa mère indispose le Président. Cette parenté le gêne. Le service rendu au 2 décembre, encore davantage. C'était ainsi que Napoléon n'avait pu pardonner le 18 brumaire à son frère Lucien.

La brouille se fit à propos de la confiscation des biens des d'Orléans, ce qu'on appela alors « le premier vol de l'aigle ». Ce fut M^me^ Le Hon qui en avertit Flahaut ; il en fut indigné. Morny donna sa démission. Le père et le fils sentirent l'ingratitude ; ils refusèrent d'entrer au Sénat.

Il faut dire, à l'éloge de Flahaut, qu'il s'efforça de faire revenir le Président sur la mesure qui frappait les d'Orléans, alors que ces derniers le considéraient, lui et son fils, comme deux traîtres. Il vint à Paris, le 21 février 1852. Il vit le Prince à l'Elysée, lui suggéra de soumettre le cas à une commission. Et comme Louis-Napoléon se dérobait, il lui dit tristement :

— « Ce sera pour vous ce que la condamnation du duc d'Enghien a été pour votre oncle.

— Oh ! répliqua le Prince, c'était là chose totalement différente.

— Certes, Monseigneur, autant que l'assassinat diffère du vol. »

IV

Après l'échec de sa tentative, Flahaut se retira dans sa famille en Ecosse. Morny, à qui Louis-Napoléon avait promis la présidence du Corps législatif, chose que la discussion récente avait rendue momentanément impossible, retourna à ses spéculations et à ses plaisirs. Puis la réconciliation vint peu à peu. Flahaut réussit à obtenir pour Thiers la permission de rentrer en France. En 1853, il accepta d'entrer au Sénat. Au mois de juillet 1854, en pleine guerre de Crimée, Morny

prenait la présidence qu'on lui avait promise. C'était un demi-exil, mais il sut l'utiliser.

Il eut peu après l'occasion de faire, lui aussi, comme son père et son illustre grand-père, de la grande diplomatie.

Il avait désapprouvé la guerre de Crimée, il connaissait personnellement Gortchakoff. Il se trouva donc naturellement désigné pour diriger la première ambassade à Saint-Pétersbourg, après la guerre, en 1856.

Il avait emmené avec lui la plus brillante suite : le comte Murat, Gallifet, Gramont-Caderousse, trois généraux, quinze officiers, tous porteurs de grands noms. Ils firent sensation tant à St-Pétersbourg qu'à Moscou, dans les fêtes éclatantes auxquelles ils prirent part.

Morny avait son idée bien arrêtée. Il ne fallait pas accabler l'adversaire de la veille. Les guerres sont souvent plus dangereuses par les rancunes qu'elles laissent que par les périls qu'elles ont créés. — Nous en savons quelque chose, nous, les vainqueurs de 1918 ! — Il était donc nécessaire de regagner la Russie, de ressaisir sa confiance, comme Napoléon avait fait après Tilsitt. La guerre de Crimée nous avait donné plus de mauvaise humeur envers notre alliée, l'Angleterre, que de haine pour l'ennemi du moment. Morny, anglophile cependant, comme Flahaut, se méfiait de l'orgueil britannique. Sans vouloir rompre avec le cabinet de Saint-James, il estimait que l'alliance russe nous donnerait un prestige qui, s'ajoutant à celui de la victoire, ferait alors de la France l'arbitre de l'Europe. Pour cela, il fallait donner pour base de l'alliance le maintien de l'ordre et de la paix en Europe.

En lisant ses lettres soit à l'Empereur, soit à Walewski, ministre des Affaires étrangères, on « croit souvent entendre Talleyrand, dont il imitait jusqu'à la manière de reproduire en style direct ses conversations avec les souverains. »

Mais ce que comprenait si bien Morny, Napoléon III, esprit brumeux et volontaire, ne le comprenait pas. A la fin de 1856, Morny reçut du maître une lettre privée, qui proposait de conclure « une entente sincère et intelligente » avec la Russie, pour « résoudre ensemble les grandes questions,... régulariser les vraies nationalités, enfin remanier la carte... » On ne pouvait méconnaître plus complètement les intentions russes et spécialement celles du nouveau tsar, Alexandre II. L'allusion bizarre aux « vraies nationalités », parmi lesquelles il était impossible de ne pas entendre la Pologne, comme cela se vit bien lors de l'insurrection de 1863, était particulièrement faite pour éloigner la Russie de la France, et par suite pour faciliter le travail en sens contraire du terrible Bismark, pour opérer la redoutable jonction de la Prusse avec l'empire tsariste.

Morny aurait bien voulu rester en Russie, malgré ses divergences avec l'Empereur, qu'il espérait ramener à de plus justes sentiments. Il devait continuer jusqu'à sa mort à correspondre avec Gortchakoff, et il lui arriva de dire que l'alliance russe était « l'œuvre à laquelle il voulait attacher son nom. » Mais, dès la fin de 1856, Napoléon l'avait rappelé et renvoyé au Corps législatif. Morny obéit, mais auparavant il se maria, en épousant Sophie Troubetzkoï, princesse charmante et que l'on disait demi-sœur du tsar, comme lui-même était demi-frère de l'Empereur des Français. Ce dernier régla ses comptes avec M^me^ Le Hon, et peu après éleva Morny au titre de duc. L'impératrice Eugénie avait obtenu la disparition, dans le salon de l'homme d'Etat, du grand tableau représentant la reine Hortense. De même, il avait renoncé à l'hortensia dans ses armes parlantes.

Il y a un parallélisme étrange entre l'attitude de Talleyrand envers Napoléon I^er^ et celle de Morny envers Napoléon III. Ils ne sont d'accord presque sur aucun point. Morny désapprouve la guerre contre l'Autriche, en 1859. Il prend même en bourse position à la baisse, quand elle éclate. Il y perd, mais il avait raison.

En ce qui concerne la guerre du Mexique, on sait qu'une grave accusation a été portée contre Morny. On a retrouvé aux Tuileries une lettre de l'aventureux et louche financier Jecker, déclarant que Morny devait toucher 30 % sur tous les bénéfices de la créance que ce personnage avait sur le Mexique, à la condition que, par son influence, la France intervînt dans ce pays. M. Emile Dard discute la valeur de ce document. Il observe avec justesse qu'il date du 8 décembre 1869, et qu'à cette époque Morny était mort depuis quatre ans, si bien qu'il ne pouvait protester contre l'affirmation intéressée du triste aventurier. Il rappelle en outre qu'Emile Ollivier affirme que jamais l'Empereur ne prit en considération la créance Jecker et que sûrement cette affaire n'a eu aucune influence sur ses décisions. Tout ce qu'on peut dire, c'est que le bruit public se traduisit alors par ce mot resté fameux : « Morny est dans l'affaire ». Mais, selon M. Dard, « la conception politique de l'équipée mexicaine ne peut être attribuée à Morny, pas plus que le développement donné à la guerre d'Espagne par Napoléon I^er^ ne peut être imputé à Talleyrand. »

En 1860, Flahaut, alors âgé de 75 ans, fut nommé ambassadeur à Londres, à la place de Persigny, qui prenait l'Intérieur. Son gendre, La Valette, était ambassadeur à Rome. Ils étaient au mieux avec Thouvenel, alors ministre des Affaires étrangères. On peut donc dire que la politique française était en grande partie aux mains de Morny, dont le duc de Gramont disait que son père n'était qu'un légat *a latere*. Ce groupe — Thouvenel, Flahaut, Morny, La Valette, — représente le libéralisme anticlérical. Il a pour lui la maçonnerie, les esprits forts. Mais il a contre lui l'impératrice et le clergé. Ce furent ces derniers qui l'emportèrent. Thouvenel démissionna le 19 octobre 1862. Flahaut l'imita le lendemain. La Valette suivit son beau-père. Morny faillit quitter sa présidence. Le petit-fils de Talleyrand avait été impuissant à entraîner Napoléon III.

Dans le domaine de la politique intérieure, son influence s'exerçait également dans le sens libéral. S'il demeurait l'homme du coup d'Etat de 1851, il n'en restait pas moins fidèle à ses traditions familiales. Napoléon III disait de lui, en riant, qu'il était resté orléaniste, comme l'im-

pératrice était restée légitimiste, et lui-même républicain.

Ce fut Morny qui inspira le fameux décret du 24 novembre 1860, qui fit le passage de l'Empire autoritaire à l'Empire libéral. On sait que ce décret autorisait le Corps législatif et le Sénat à discuter et à voter une adresse en réponse au discours du Trône, et qu'il rétablissait la sténographie et la publicité des débats parlementaires. Morny savait, comme Talleyrand l'avait écrit en 1809 à Napoléon I^er^, que « des Français, de quelque classe qu'ils soient, ne peuvent rester assemblés sans rien dire ; le silence obligé est pour leur vanité, pour leur pétulance, une véritable loi pénale. »

L'adversaire de toujours de Morny était Persigny. C'était encore lui qui freinait sur les tendances libérales représentées par le Président du Corps législatif. Mais il « rata » les élections de 1863. « Le petit Thiers » sortit des urnes. Morny en profita pour se faire plus pressant que par le passé. Sur ses suggestions, son protégé, Rouher, devint « ministre d'Etat » et chargé de représenter l'Empereur auprès des assemblées, c'est-à-dire, en somme, de discuter et de composer avec elles. Au même ordre d'idées appartient le projet de loi voté en 1864 accordant le droit de grève aux ouvriers. Emile Ollivier avait été le rapporteur du projet, sur la désignation de Morny, qui avait percé à jour son ambition, son désir de jouer un rôle, et lui avait tendu l'appât auquel le brillant orateur républicain mordit sans retard. De la sorte, l'opposition se trouvait divisée, désagrégée.

Morny aurait sûrement poursuivi son action dans le même sens et peut-être abouti à un ministère Emile Ollivier, avec retour au droit d'interpellation pour la Chambre, quand il mourut, d'une longue usure, le 7 mars 1865. A son chevet de moribond on vit Mgr Darboy, comme on avait vu l'abbé [4] Dupanloup à celui de son grand-père. Et le prélat fut reçu avec la même politesse un peu décevante qui avait accueilli l'abbé.

Flahaut survécut cinq ans à son fils. Il ne mourut que le 1^er^ septembre 1870, pendant la bataille de Sedan.

« Ainsi disparurent, dit M. Dard, ces trois hommes remarquables, issus de la même souche, au moment où s'épuisait, dans un désastre sans précédent, la longue lutte intestine, dont la chute de la monarchie séculaire était la cause initiale...

Tous trois appartiennent à la formation aristocratique du XVIII^e^ siècle, et se ressemblent étrangement. Morny a dit de Flahaut [5] que c'était « un des plus beaux, des plus braves, des plus élégants et des plus spirituels hommes de son temps. » Par ces qualités, ils exercèrent sur les femmes une sorte de magnétisme. La morale ne les gênait guère. Nul n'a mieux possédé qu'eux l'art de rompre en amour comme en politique. Tous trois se sont montrés dans l'action audacieux et froids, pleins de mesure avec le goût du risque. Sorel a dit de Talleyrand qu'il n'était pas romantique et Mérimée de Flahaut qu'il était peu poétique. D'esprit pratique, ils n'avaient de goût que pour les réalités [6] : l'argent, le plaisir et le pouvoir. »

Admirablement doués, ils ont reçu leur récompense, selon le mot si juste de l'Ecriture : *vani vanam*.

Il faut pourtant noter qu'ils ont eu, dans le domaine de la politique extérieure, quelques idées simples et justes. Ils ont été de grands Européens. Leur libéralisme, leur largeur d'esprit, les a gardés du nationalisme forcené qui n'est qu'une des formes de ce vieux rêve d'hégémonie qui faisait le fonds du messianisme déformé des Pharisiens, au temps de Jésus, et que l'on retrouve — étrange coïncidence — dans le racisme antisémitique d'un Hitler. Il est curieux de rencontrer, dans la lettre citée plus haut de Talleyrand à Sébastiani, le 27 novembre 1830, ce passage que l'on dirait écrit tout exprès pour les luttes d'*idéologies* de notre temps :

« Ce sont les progrès de la civilisation qui formeront désormais nos liens de parenté. Nous devons donc chercher à nous rapprocher davantage des gouvernements où la vraie civilisation est la plus avancée ; c'est là que sont nos vraies ambassades de famille. Ceci conduit naturellement à regarder l'Angleterre comme la Puissance avec laquelle il convient d'entretenir le plus de relations ; je dois faire observer qu'il y a entre elle et nous des principes communs et que c'est la seule Puissance avec laquelle nous en ayons d'essentiels. Si, dans quelques points, nous avons des avantages sur l'Angleterre, dans d'autres aussi elle l'emporte sur nous. Il y a ainsi quelque profit de part et d'autre à une réunion plus étroite. »

Et encore, le 2 janvier 1831, à Flahaut : « Dans les circonstances actuelles, il faut nous tenir serrés avec l'Angleterre. Les Puissances cherchent à nous désunir : j'espère qu'elles n'y parviendront pas. C'est là notre grande affaire, elle domine toutes les autres. »

Cette insistance méritait une récompense. Il semble que la Providence ait voulu la donner, de façon posthume, à Talleyrand, non seulement en prouvant qu'il voyait juste, mais en réservant à l'un de ses arrière-petits-fils, lord Lansdowne, lui-même petit-fils de Flahaut, l'honneur et la gloire de signer, le 8 avril 1904, avec Théophile Delcassé, cet accord « qui devait être le fondement solide de l'Entente cordiale, le couronnement de notre entreprise africaine, et bientôt le gage de la victoire. »

Ce fut aussi lord Lansdowne qui, en 1905, proposa le premier une entente générale des deux pays.

Et c'est ainsi que l'on peut faire de Talleyrand l'ancêtre de l'alliance franco-anglaise, qui aujourd'hui est peut-être, avec l'Eglise catholique et le Pape, le rempart suprême de la civilisation occidentale, de la civilisation tout court !

V

La conclusion de la précédente étude nous amène tout naturellement à considérer l'état actuel de l'Europe. Cet état est orageux. Le centre

[4] M. Dard dit : « Monseigneur Dupanloup », mais il n'était pas encore évêque à la mort de Talleyrand (1838).

[5] Notons au passage que, dans les lettres qu'il lui adresse, il lui dit « Cher ami », que Flahaut lui écrit sur le même ton, et qu'ils se disent *vous*.

[6] C'est du moins ce que le monde appelle réalités ; mais pour qui regarde l'âme, l'infini, l'éternité, c'est-à-dire les véritables réalités, tout cela n'est que « fumée et néant », comme disait Bossuet.

de la dépression, comme disent les météorologistes, se trouve toujours dans l'Allemagne raciste. Bon gré mal gré, c'est toujours de ce côté que se tournent nos regards et nos préoccupations.

Justement, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 août, M. Robert d'Harcourt, l'homme de France qui connaît peut-être le mieux les choses d'outre-Rhin, nous donne un article intitulé : *Horizons d'Allemagne.* C'est à lui qu'il faut demander de faire le point sur la situation.

« Pendant de longues années après 1918, écrit-il, on a évité de parler de guerre. On l'avait tant fait que l'on croyait inutile de la nommer et presque criminel d'en envisager le retour. C'était l'époque heureuse — et dangereuse — où le monde s'imaginait qu'il suffisait de phrases de *conciones* pour en bannir la menace, l'époque où Genève faisait reculer les spectres. Les choses ont changé depuis lors. »

Essayons d'abord de donner les raisons d'espérer qu'une conflagration peut encore être évitée.

La guerre d'Espagne a démontré que si la guerre n'aboutit pas à une solution écrasante dans les 15 jours, elle est nécessairement longue. Dès lors, il faut une puissance financière énorme, une économie solide et saine pour la soutenir. Trop pauvre d'argent et de matières premières, vivant dès à présent sur des moyens insuffisants, le Reich ne pourrait raisonnablement envisager un conflit postulant un hinterland économique puissant et intact. « On n'entre pas en guerre avec un pays déjà resserré et rationné, avec une économie présentant avant la lettre le caractère d'une économie de guerre. »

Tel est en résumé le raisonnement de ceux qui ne croient pas que l'Allemagne se risque à un coup de folie.

Nous avouerons sans détour que le raisonnement qui précède nous a souvent rassurés nous-même, et l'on en trouverait sans peine des traces dans nos Causeries.

Il faut pourtant faire des réserves. Nous venons de parler d'*un coup de folie.* Nous estimons que, même avec la certitude du succès, ce serait un coup de folie, pour l'Allemagne, de provoquer une guerre qui ne pourrait manquer d'être une guerre générale. Quand on songe à l'affreux carnage que serait un tel conflit, quand on suppute le nombre des tués, les sommes gaspillées, les horreurs engendrées, les haines accumulées, les bas instincts déchaînés, et que l'on met en face de ce total les résultats obtenus par la victoire, même la plus éclatante, il est impossible de ne pas être épouvanté par l'effarante disproportion que l'on aperçoit, impossible de ne pas considérer la guerre comme l'un des fléaux les plus abominables qui puissent présentement frapper l'humanité, et ceux qui la veulent ou la préparent comme des monstres de barbarie.

De tels monstres existent-ils ? M. d'Harcourt ne semble pas en douter.

« En admettant, écrit-il, comme acquis l'axiome de la guerre longue et prouvée l'impuissance du Reich à y faire face, il resterait à savoir si les raisons techniques tirées du domaine économique et financier que peut avoir l'Allemagne de redouter un long conflit, *parviennent au palier d'où dépend la décision.* Il existe des raisons de penser le contraire. Beaucoup d'hommes sont intéressés à ce que les vérités déplaisantes ou chagrines ne parviennent pas aux oreilles d'Adolphe Hitler, ou y parviennent habillées de manière à plaire. Le demi-étouffement, voulu en bas, est favorisé en haut, *par la structure d'un esprit mal fait pour l'information technique, mal fait pour les chiffres.* »

Faites attention à cette fin de phrase. M. d'Harcourt ne parle pas pour ne rien dire. Et il sait ce qu'il dit. Il donne immédiatement au surplus cette définition d'Hitler, qui nous paraît correspondre à tout ce que l'on sait de lui, à tout ce qui ressort de la lecture attentive de son livre si orgueilleux et si dépourvu d'idées générales, *Mein Kampf :*

« La force d'Hitler ne doit pas être cherchée sur le plan intellectuel, mais sur le plan sensible, dans un contact instinctif avec l'âme de son peuple, dans un sens merveilleux et presque physique de l'occasion. Il communique avec la vie par l'intuition et non par l'intermédiaire d'informations ou de statistiques qui le fatiguent, l'ennuient, et qu'il repousse de la main. *Son génie est un génie de medium* [7]. »

Les humoristes d'outre-Rhin l'ont déjà appelé Guillaume III. Il a de nombreux traits de ressemblance avec Guillaume II, ce qui n'est point pour nous inspirer confiance dans l'avenir. Le principal de ces traits, c'est l'aversion pour les conseils de prudence, le dédain des prophètes de pessimisme, des Cassandres. Et comme autour de lui il y a tout un monde qui tremble et s'incline, ce que le maître condamne est rejeté avec brutalité par les fanatiques dont il est l'idole. Les généraux et les diplomates qui auraient l'audace de donner des conseils de mesure et de raison doivent s'attendre à la disgrâce. N'oublions pas les « limogeages » du 4 février dernier.

Mais cette ressemblance n'est pas la seule : — « Entre le Hohenzollern et le Führer, il y a d'autres traits de parenté... Il faudrait nommer, avec la conception mystique de l'histoire et de la mission personnelle, la recherche des effets de scène, le goût du monumental, particulièrement dans le style architectural, le penchant à la pose devant l'objectif. »

Et il y a encore la sous-estimation de l'adversaire, la sur-estimation de ses propres forces militaires. « Hitler a une tendance à se faire sur l'attitude du monde en général devant un conflit éventuel, les mêmes illusions optimistes que son impérial devancier sur l'attitude de l'Angleterre de l'Amérique, de l'Italie, de la Roumanie, de l'Irlande, du Japon. »

Un visionnaire, voilà ce qu'il est. Entre lui et Luther, nous ne pouvons nous empêcher de trouver d'étranges analogies. Luther est aussi un barbare, un illuminé, un mystique emballé, une force de la nature. Lui aussi, il s'imagine que tout l'univers va crouler à sa voix, que la papauté, surnommée la « prostituée de Babylone », va être abandonnée de tous, qu'il doit devenir le chef de la chrétienté réformée, un nouveau prophète, un « apôtre » des temps nouveaux. Hitler n'est plus même chrétien ; il a opté pour l'évangile sauvage du racisme. Cela fait entre lui et Luther, certes,

[7] Ici, comme ci-dessus, c'est nous qui soulignons.

une différence fondamentale et que nous ne songeons point à méconnaître. Mais cela mis à part, que de ressemblances, que de points de contact, quelle étroite parenté !

Avec une mentalité de ce genre, les calculs de la prudence deviennent chose dérisoire. Hitler a une foi détestable, mais il est de ceux qui croient que n'importe quelle foi « transporte les montagnes ». Il ne croit pas à cette *Némésis* que le génie grec avait pressentie au cœur des événements humains, et que le chrétien appelle la Providence, que les esprits forts eux-mêmes, aux heures de détresse, invoquent sous le nom laïcisé de « justice immanente ». Les difficultés, il les ignore volontairement. Elles sont pour lui à demi-voilées dans les brumes du rêve. Il a écrit, dans *Mein Kampf*, qu'un homme ne doit pas se jeter dans la politique avant l'âge de 30 ans. Et savez-vous pourquoi ? Parce qu'*il ne doit pas avoir le droit de se dédire*. Réfléchissez à cela : jusqu'à 30 ans pour s'instruire, pour dresser des plans, pour concentrer sa volonté, — le reste de la vie, pour réaliser, sans jamais « se dégonfler ». Telle est la philosophie politique d'un Hitler. *L'infaillibilité* que l'Eglise catholique reconnaît à son chef, mais dans des conditions définies et limitées, qui mettent l'honneur même de Dieu en cause, cette infaillibilité, il la revendique pour lui-même, à partir de l'âge de 30 ans, sans défaillance, sans éclipse, sans discussion. On est Führer ou on ne l'est pas, mais un Führer n'a pas le droit de se tromper. Telle est la loi de nature découverte par Hitler et proclamée par lui.

On prête à Hégel, le fameux philosophe allemand, cette boutade :

— Mais les faits sont contre vous !

— Tant pis pour les faits !

La philosophie de Hitler relève du même ordre de pensées. Il a passé sa vie à tonner contre le *Diktat* de Versailles, et tout son système de gouvernement, tout son programme politique est fondé sur des *Diktate* du même genre ou d'un genre bien pire ! Il ne cache pas, du reste, qu'il a copié ses méthodes sur celles du marxisme. Il parle à la foule par des mots d'ordre simplistes et grossiers, par des formules retentissantes, alléchantes et creuses. Le simplisme communiste s'est exprimé une fois pour toutes dans cette maxime : « Il faut prendre l'argent où il est ! » Le simplisme hitlérien se traduit, en termes presque identiques, par la prétention que voici : « Nous prendrons les matières premières qui nous manquent où elles sont ! » C'est ce qu'un Bulow appelait, dès 1913 : réclamer pour l'Allemagne sa place au soleil. Mais il y a des manières de réclamer qui appartiennent aux honnêtes gens et d'autres manières qui sont propres aux brigands. Hitler a proclamé la démission de la raison, et par suite la démission du droit international, la démission de la justice, la démission de la morale, la démission du christianisme, âme de la civilisation universelle.

Assurément, l'Allemagne de Hitler peut crier *urbi et orbi* qu'elle veut la paix, qu'elle ne travaille que pour la paix, qu'elle est en faveur de la paix le facteur le plus actif et le plus efficace. Ce sont là des proclamations dont il faut comprendre le sens. Elles veulent dire que le « chantage à la force » est préférable à l'emploi de la force, que la crainte de l'Allemagne doit être telle que nul ne se risquera à la contrarier et qu'elle pourra, sans guerre, se servir comme elle voudra.

Mais ce système est bon avec des enfants. Au surplus, les enfants eux-mêmes finiraient par se moquer de menaces qui ne seraient jamais suivies d'effet. « La politique du bluff, observe M. d'Harcourt, comporte des risques sérieux. Bluffant soi-même, on est enclin à ne voir que bluff dans l'avertissement ou dans la menace de résistance du vis-à-vis. C'est justement l'attitude, notamment en face de l'Angleterre, du plus dangereux des conseillers d'Adolphe Hitler et du principal représentant de la politique d'intimidation, nous avons nommé M. de Ribbentrop. »

C'est ce personnage qui l'a emporté au 4 février 1938, date mémorable, qui marque un tournant dans l'histoire du régime hitlérien. C'est lui qui a provoqué l'éloignement de tous les éléments pondérateurs et la mise en marche de la « politique dynamique ».

Et jusqu'ici Ribbentrop peut dire, en se rengorgeant, que c'est lui qui avait raison. Nous parlions plus haut de Talleyrand et de Morny. Nous rappelions leur impuissance dans les conseils de modération donnés par l'un à Napoléon Ier, par l'autre à Napoléon III. Auprès de Hitler, l'Etat-Major d'une part, von Neurath d'autre part, ont tenté de jouer ce rôle de conseillers sages. En 1936, l'armée avait déconseillé la réoccupation de la Rhénanie, en 1938 elle avait redouté l'Anschluss. Dans les deux cas, l'événement a paru montrer que la sagesse avait tort. Hitler ne veut tenir aucun compte des « impondérables », de la sourde colère qu'il a suscitée chez nous, de la sombre résolution qu'il a éveillée en Angleterre, des déceptions et des aigreurs qu'il a causées à son meilleur ami, Mussolini, des désespoirs qu'il est en train d'accumuler au cœur des petits voisins qu'il menace et que la crainte arme pour les luttes suprêmes de l'indépendance.

Il se croit réaliste parce que dans les deux cas, celui de la Rhénanie et celui de l'Autriche, il a réussi là où on lui annonçait sinon un échec, du moins de graves périls. Sa psychologie déjà peu normale en a subi un contre-coup dangereux. Il est enclin à croire que son subconscient à lui est plus clairvoyant que les calculs des plus fins diplomates. Et c'est cela qui est grave. C'est comme le joueur qui a gagné plusieurs fois de suite à la roulette : il jouera jusqu'à ce qu'il soit ruiné complètement.

Pourtant, l'homme rassis s'étonne. Il se dit qu'il est incroyable qu'un homme qui s'est comparé lui-même publiquement à un « somnambule » puisse, sans contrôle, faire la loi à un peuple de 80 millions d'habitants. Si un Staline impose sa loi de fer à un peuple plus nombreux encore, il ne viendra à personne la pensée de mettre sur le même pied l'Allemagne, pays de la science, de la philosophie, des universités célèbres, de l'organisation impeccable, avec la Russie en désarroi et en faillite universelle.

De fait, il existe en Allemagne des courants divers. M. d'Harcourt les analyse. Il signale

d'abord que l'ambassadeur du Reich à Moscou, le comte von der Schulenburg, demeure fidèle au souvenir de Rapallo et préconise une alliance de l'Allemagne avec sa grande voisine de l'Est, tandis que Rosenberg est un adversaire fanatique de la Russie.

Il est sûr que la carte russe est interdite à Hitler, au nom de ses propres principes, puisqu'il s'est donné comme mission la luttte constante acharnée, irréconciliable, contre le bolchévisme. L'Allemagne aime à se donner comme le rempart de l'Occident contre le déferlement asiatique.

Hitler est un révolutionnaire nanti qui se pose en champion de la contre-révolution mondiale. Il est très peu probable qu'il se laisse jamais détourner de l'antibolchévisme, position doctrinale qui lui est chère par dessus tout.

Cette divergence mise à part, l'armée contient encore des amis de la prudence, mais il est probable qu'elle contient davantage encore, depuis le 4 février, de partisans de l'aventure. A entendre ces derniers, il ne serait pas impossible de réussir une « guerre-éclair », c'est-à-dire une offensive tellement foudroyante dans les pays sudètes qu'elle paralyse d'un coup toute résistance et prévienne l'intervention de l'Angleterre et de la France. En face du « fait accompli », ces deux puissances hésiteraient probablement, disent-ils, à s'engager dans un conflit atroce et horriblement coûteux. Et puis, on peut toujours profiter d'une heure d'inattention, d'un changement de ministère, d'un ébranlement social, d'une grève généralisée, que sais-je ? N'est-ce pas dans un moment de crise ministérielle chez nous que l'Anschluss a été réalisé ? Hitler a transporté dans la politique le système de l'*attaque par bonds successifs :* on fait un bond en avant, puis on se jette à plat ventre et on ne bouge plus,... jusqu'au bond suivant.

Supposons l'Allemagne décidée à employer la force ; il ne doit pas manquer de gens pour démontrer à Hitler qu'il travaillera en faveur de la paix. Comme il n'y a que lui qui la menace, il ne la menacera plus, pense-t-il, quand il sera repu et quand il aura atteint les objectifs décrits ouvertement dans *Mein Kampf*. Il oublie, mais nous ne devons pas oublier que « l'appétit vient en mangeant ». S'il réussissait le coup des Sudètes, il n'y aurait plus de bornes à ses ambitions.

M. d'Harcourt parle avec raison, dans son article, de la « Loi du *Crescendo* dans les pays totalitaires. » A un dictateur, il faut des succès, des triomphes. On ne lui pardonne la rigueur de son autorité, on ne lui fait le sacrifice de sa liberté qu'à la condition qu'il aille de l'avant. Il devient l'esclave de son prestige, tout comme le pécheur est l'esclave, selon l'Evangile, de son péché. « Le capital de prestige intérieur assuré par la mainmise sur l'Autriche est d'ores et déjà dévoré, écrit M. d'Harcourt. A l'insatiable Moloch qu'est l'opinion publique habituée au « dynamisme », il faut de nouveau mettre quelque chose sous la dent. »

Il est sûr que l'affaire tchécoslovaque va se poursuivre. Inutile d'espérer que le Reich s'arrêtera en route. Hitler a montré qu'il savait attendre son heure. Juqu'ici, il n'a jamais eu du reste très longtemps à attendre. Le bond en avant n'est pas très éloigné. Voilà ce que tous les Français doivent se dire, et les Anglais aussi. Voilà ce que M. d'Harcourt affirme avec force, appuyé sur la connaissance approfondie qu'il a du nazisme, de ses difficultés internes, du rythme de son évolution, de la pression de son passé encore récent.

Il ne veut cependant pas terminer sur une note absolument pessimiste. Il note le réveil de l'Europe. Il note encore la division interne du parti naziste.

> « Il s'en faut de beaucoup, dit-il, que le parti hitlérien soit le bloc homogène et sans fissures que s'imagine aisément le témoin du dehors. Si jamais l'Histoire enregistre la fin du régime hitlérien, l'effondrement a beaucoup plus de chances d'être la suite d'une révolution de palais que d'un soulèvement des masses. Ribbentrop et Gœring, quoique appartenant tous deux au parti activiste, semblent ne pas se voir d'un bon œil. Rosenberg, si nous en croyons certaines rumeurs, veut ménager l'Angleterre et Ribbentrop est d'avis de la brusquer. Tous deux préconisent des solutions expansives différentes, le premier voulant la conquête dirigée vers l'Est et le second vers le Sud-Est européen. »

Enfin, il ne faut pas non plus négliger l'opposition des masses. Elle existe. La question religieuse reste grave. La violence envers un évêque courageux l'a rendue plus aiguë. Et puis, il y a dans tout peuple la foule des indécis qui peut se retourner d'un seul coup. On estime qu'il n'y a pas plus de 15 % de nazis fanatiques, 15 % d'antinazis, et le reste, soit 70 %, n'est formé que du troupeau. Ce troupeau sera vite dispersé, à la moindre apparence d'échec. C'est en ce sens que M. d'Harcourt conclut : « L'Allemagne hitlérienne ne pourrait se permettre la Marne. »

Il est bon de se rappeler que c'est Dieu qui dirige tout ! En face des formidables inconnues de nos lendemains, une seule attitude est permise : la confiance et la prière !

VI

Quittons, pour finir cette Causerie, le monde des hommes, qui de nos jours, hélas ! est si peu séduisant, pour entrer dans celui des bêtes. Si Dieu nous a donné l'intelligence, nous n'en sommes pas toujours très fiers, car nous en faisons souvent mauvais usage. Chez les bêtes, il a mis son sceau, sa marque de fabrique, par des signes de sagesse parfois extraordinaire.

Au premier rang des animaux dont nous admirons la richesse d'instinct, se trouvent les abeilles. Sur elles on a beaucoup écrit. Mais il paraît qu'il reste beaucoup à dire. M. Julien Françon nous apporte de l'inédit, à leur sujet, dans un article que nous n'avons pu citer plus tôt, et qui date du 15 juin, dans la *Revue des Deux Mondes*, sous ce titre : *Le langage des abeilles*. Comme l'apiculture est un art un peu ecclésiastique, à en juger par le grand nombre de nos confrères qui s'y appliquent, nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en leur apportant les conclusions de cet ingénieux observateur.

Il a acquis la certitude que les abeilles se parlent entre elles. Voici comment il procède pour le démontrer

Trois points : établir son champ d'expérience à part, — isoler une abeille pour l'observer, — mettre à cette abeille une marque visible qui permette l'observation durant plusieurs jours.

On prend une soucoupe bien blanche, on y met une goutte de beau miel et l'on place le tout près d'un massif de fleurs très visité. Puis tenant la soucoupe de la main gauche et un verre à boire de la main droite, on s'approche d'une butineuse en action, et on la capture sans peine, à l'aide du verre rabattu sur la soucoupe. Naturellement l'abeille est furieuse, mais elle finit par rencontrer la goutte de miel sur la soucoupe, ce qui a le don de la calmer immédiatement et de lui donner un tel travail que l'on peut soulever le verre, et la marquer d'un signe visible sur le dos, à l'aide d'un pinceau fin imbibé de vernis de couleur.

De la sorte, les deux premiers points sont obtenus : on a isolé une abeille, on l'a marquée ; on va pouvoir la suivre.

M. Françon a tenté quatre sortes d'expériences : simples, composées, spécialisées sur la question couleur, truquées.

1° *Expériences simples :* il prend un couvercle de boîte en carton, de 4 centimètres de hauteur. Sur l'une de ses parois, il découpe une étroite ouverture de 18 millimètres de largeur et autant de hauteur, en forme d'ogive, sans oublier de recueillir le morceau de carton enlevé. Ce morceau, légèrement rogné sur les bords, est attaché à un fil fin et suspendu sur l'ouverture de façon à former une sorte de porte chatière mobile. Ce dispositif est placé devant une maison, à 2 mètres de la façade, sur une étroite terrasse. Le rucher est exactement derrière la maison, si bien que les abeilles pour venir là auront besoin de contourner l'écran considérable de la maison. Sous le couvercle de carton, l'on a mis au préalable un morceau de sucre légèrement mouillé, et le tout repose sur une planchette, permettant de déplacer l'ensemble.

Rien de plus facile que de transporter sur le morceau de sucre l'abeille capturée et marquée, puis de la recouvrir du couvercle de carton.

La butineuse opère consciencieusement son chargement de sucre, sous le couvercle. Cela demande environ 3 minutes. Elle se met alors à bourdonner, cherchant une issue. Elle cogne çà et là contre les parois, puis elle finit par faire osciller la porte chatière, qu'elle soulève enfin, bien qu'avec peine. La voici qui s'envole ; mais avant, elle se retourne, elle repère soigneusement l'ouverture qu'elle vient de forcer et elle contourne la maison pour regagner le rucher.

Six minutes s'écoulent. L'abeille marquée reparaît, mais seule. Sans hésitation, elle survole son objectif, elle l'examine, puis s'abat sur l'une des parois verticales du couvercle, elle pousse la petite porte en carton et disparaît dans l'intérieur. Trois minutes plus tard, sa provision est faite. Ce n'est pas elle qui fera la grève perlée. Son travail est soigné, précis ; le chronomètre en main, on peut la suivre. Six minutes se passent : elle revient, toujours seule. Et ce manège s'opère quatre fois de suite. Pour la cinquième fois elle est repartie, et voici l'événement qui se produit. Trois minutes seulement se sont écoulées, et une abeille se montre. D'où vient cette avance anormale ? *C'est que ce n'est pas la même abeille !* Elle ne porte pas le signe qu'on avait appliqué à la précédente. Et elle arrive *seule*. Comment va-t-elle se comporter ?

« Sa réponse est étonnante, écrit M. Françon ; après plus d'une minute d'hésitations, de vols sinueux, elle s'abat sur l'objectif, mais, et c'est bien là le plus surprenant, ce n'est ni sur la vaste planchette, ni sur le dessus bien plat du couvercle qu'elle se pose, *mais sur une paroi verticale* qu'elle explore aussitôt à gauche, à droite, en haut, en bas. Fièvreusement, elle fait ainsi un tour complet et atteint bientôt la petite porte, sans d'ailleurs paraître lui accorder une importance particulière. Cependant, le poids de son corps ayant fait légèrement reculer le battant, c'est sans hésiter qu'elle se faufile par la mince ouverture et pénètre dans la nuit de la boîte ! »

Vite, l'opérateur soulève le couvercle et marque d'un trait de couleur différente cette seconde abeille. Il doit se hâter, car, à peine le couvercle remis en place, voici la première abeille qui arrive. Toutes deux poursuivent leur tâche sans se laisser distraire. Deux voyages sont faits par elles. Puis voici une troisième ouvrière qui survient : elle s'abat, comme les précédentes, sans être guidée par elles, sur la paroi verticale, tâtonne, trouve la porte, et entre.

Analysez cela. Evidemment, il y a eu alerte au rucher, devant le butin inaccoutumé de la première abeille. On est bien forcé d'imaginer un dialogue à peu près comme le suivant :

« — Où as-tu pris tout cela ?

— Derrière la maison, sous un couvercle, posé sur la terrasse. Il n'y a qu'à pousser la porte. Toute une carrière de bon sucre humide se trouve là-bas ! »

Notez bien que l'endroit où le dispositif est placé est en dehors de la route ordinaire des butineuses, que jamais les abeilles ne vont d'elles-mêmes sur une boîte de carton, que jamais elles n'oseraient entrer dans la boîte obscure sans un but déterminé et certain, et notez surtout que les deux abeilles venues en renfort sont arrivées *seules*, sans guide.

On peut du reste faire la contre-épreuve : le même dispositif est installé bien en vue sur le chemin parcouru d'ordinaire par les abeilles. Pas une ne s'arrête pour visiter le couvercle. — Deuxième contre-épreuve : une abeille est amorcée avec le morceau de sucre à découvert. Puis le sucre est caché sous le couvercle, après le départ de l'abeille. Pas une fois elle n'a été capable de découvrir le butin ainsi dissimulé sans être pourtant déplacé. Si parfois une abeille se pose sur le couvercle, c'est toujours sur le dessus, et non sur la paroi verticale. Tout cela prouve que l'abeille ne peut retrouver sa proie que si elle l'a repérée elle-même soigneusement. Et également qu'elle est capable de communiquer son repérage à ses consœurs.

M. Françon a cherché à varier son expérience : à la place de la porte, il a ajusté un étroit tunnel en carton de 20 centimètres de hauteur.

Le résultat obtenu est le même. L'abeille amorcée réussit à trouver l'issue. Elle revient fidèlement et s'abat non sur la boîte, mais à

proximité de l'issue du tunnel. Elle hésite pourtant à s'y engager ; visiblement il lui faut un effort de courage pour le faire. Mais le sentiment du profit l'emporte. Au cinquième voyage, elle est accompagnée d'une amie. Mais tandis qu'elle-même hésite comme les fois précédentes, c'est l'amie qui, *la première, plus d'une minute avant sa sœur,* s'engage résolument dans le tunnel. Et l'expérience se poursuit.

« En quarante minutes, dit M. Françon, je note l'arrivée de six nouvelles butineuses dont deux arrivent absolument seules, alors que leurs sœurs marquées étaient, soit sous le couvercle, soit au rucher. Toutes se conduisent de façon identique et ne s'intéressent, dès leur première venue, qu'à l'extrémité du tunnel dont elles trouvent l'entrée plus ou moins rapidement. »

Et l'observateur varie son dispositif : il adapte une cheminée supérieure à son couvercle de carton, ou une cheminée inférieure. Toutes les contre-épreuves donnent les mêmes résultats.

2° *Expériences composées.* — Il était intéressant de pousser plus loin la recherche, de savoir jusqu'où irait l'ingéniosité des abeilles observées. M. Françon a donc entrepris une nouvelle série d'expériences, une vingtaine environ. Il a caché tout son dispositif à tunnel sous des feuilles, entre deux pierres, aucune partie du carton n'étant visible. Il est arrivé que l'abeille amorcée a manqué de courage ou de sagacité pour retrouver l'ouverture du tunnel ainsi dissimulé. Mais par la suite, la grande majorité des abeilles amorcées sut, après recherches et hésitations bien compréhensibles, retrouver le bon chemin. Puis le reste se déroulait comme d'habitude : voyages réguliers de la première abeille, apparition ensuite d'amies averties par elle, et découverte par elles du butin désiré.

« J'obtins, dit notre auteur, de très nombreuses collaboratrices, dont beaucoup se présentèrent seules devant l'objectif. Toutes manifestèrent le plus vif intérêt pour l'amas de feuilles ou le tas de pierres. Presque toutes surent, avec plus ou moins d'assurance, trouver l'entrée du tunnel et parvenir jusqu'au sucre, but de leur venue. En un mot, dans ce cas encore, ces étrangères se comportèrent comme leur sœur initiée, et réussirent dans leur entreprise, tout aussi bien que l'abeille amorcée, malgré les extrêmes difficultés dressées sur leur route. L'attitude de ces invitées fut très variable, parfois des plus curieuses. Certaines dispersaient d'abord leurs recherches tout autour du tas de feuilles ou de cailloux, pour bientôt les limiter à la zone qui correspondait à l'extrémité du tunnel. D'autres, au contraire, gagnaient directement cette région, ne s'en écartaient plus, jusqu'au moment où se glissant entre les obstacles, elles pénétraient jusqu'à leur but. »

M. Françon a encore corsé son expérience en enfouissant tout son appareil sous une couche de sable, ne laissant que l'extrémité du tunnel, à moitié bouchée, affleurer au sol. L'ouvrière amorcée trouva aisément la sortie, mais eut besoin de beaucoup de courage pour revenir dans le trou obscur. Puis elle amena des compagnes.

« Une inconnue se présenta absolument seule. Ses recherches assez longues, mais symptomatiques en ce lieu privé de fleurs, la conduisirent assez vite vers l'orifice minuscule. Plusieurs minutes s'écoulèrent avant qu'elle se décidât à s'y introduire. Enfin, domptant sa frayeur, elle disparut dans le sol, prouvant à la fois l'admirable ténacité des abeilles acharnées à l'accomplissement de leur tâche, et la parfaite connaissance qu'elle avait de l'existence du trésor et de son emplacement que rien, cependant, ne pouvait révéler. »

M. Françon ne nous dit rien des autres expériences qu'il a faites, notamment sur le discernement des couleurs par les abeilles et sur les résultats des observations où il les a trompées, pour voir si elles tromperaient à leur tour leurs collaboratrices, ce que nous avons appelé les *expériences truquées.*

Il est clair que les apiculteurs seront à même de renouveler des expériences de même nature, de les varier à plaisir, de vérifier ou d'infirmer les conclusions de M. Françon. Nous ne sommes pas de la partie. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que son étude nous a passionnément intéressé. Dieu est admirable dans ses saints, mais il l'est aussi dans les bêtes, comme dans les fleurs. La nature est la première Bible. Bien à plaindre celui qui ne sait pas admirer !

Et voici les formules très modérées par lesquelles notre auteur résume les résultats de ses observations aussi patientes que sagaces :

1. — Les abeilles non averties ou initiées négligent totalement un butin dont on ne leur a pas révélé la valeur.

2. — Une abeille préalablement amorcée ne retrouve plus son butin, si elle ne l'a pas repéré elle-même et si elle n'a pas observé directement le chemin qui y conduit.

3. — Par contre, une abeille amorcée, qui a repéré son trésor et le chemin y conduisant, le trouve sans grande difficulté, malgré tous les obstacles dressés devant elle.

4. — Toutes les expériences prouvent que des ouvrières non amorcées s'affairent autour du butin, d'elles-mêmes, sans être guidées, alors qu'une seule de leurs compagnes connaissait l'existence de ce butin et le chemin qui y mène.

5. — Ces étrangères, incapables de découvrir par elles-mêmes le butin en question, se comportent, dans les conditions les plus difficiles, avec la même assurance que l'abeille amorcée qui a dû les avertir.

6. — Il est hors de doute que ces invitées n'ont pu parvenir au morceau de sucre convoité, en découvrir l'emplacement et le chemin d'accès, que parce qu'elles avaient été, dans l'intervalle, initiées elles-mêmes par la première initiée.

7. — Or, l'abeille initiée ne les amène pas, ne les guide pas, le plus souvent, elle-même. Même lorsqu'elle le fait, les invitées attestent une connaissance préalable du but à atteindre et une résolution arrêtée de vaincre des obstacles dont elles connaissent d'avance la gravité.

8. — Tout cela suppose que l'abeille initiée est capable de leur fournir des indications d'une extraordinaire précision.

Assurément, les abeilles n'ont pas un langage articulé comme le nôtre, mais elles se parlent, non seulement par des bourdonnements tradui-